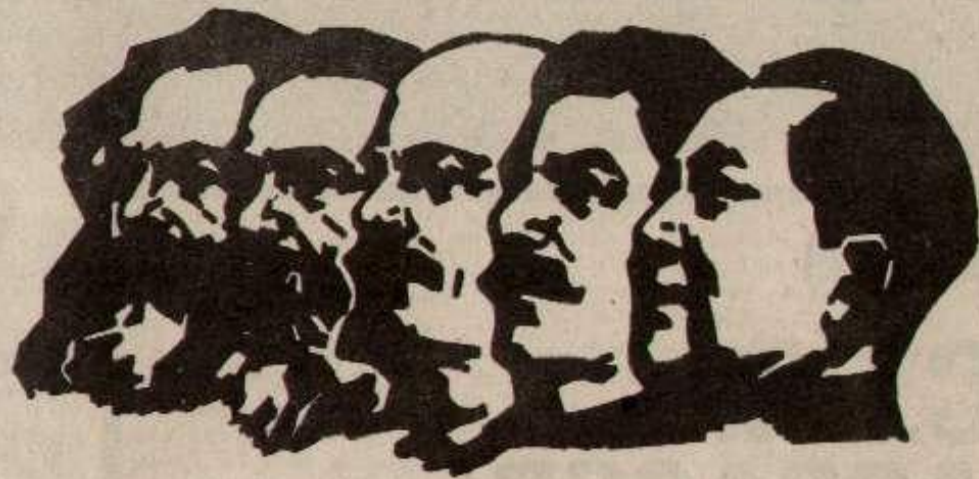


A L'OFFENSIVE CONTRE LE CHOMAGE

pages 4 et 5

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

HEBDOMADAIRE N° 96 / 20 DECEMBRE 1973 / PRIX 1F. / CCP FRONT ROUGE 31-191-14 LA SOURCE / BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

marseille : CONSULAT D'ALGERIE, 5 MORTS

C.I.A. ASSASSIN

samedi 15 décembre, au lendemain de l'attentat, les travailleurs français et immigrés de marseille ripostent massivement contre les assassinats fomentés par l'officine U.S.





Samedi après-midi à Marseille

éditorial

C.I.A. ASSASSIN

A Marseille, l'odieux attentat du consulat d'Algérie a causé la mort de cinq personnes et en a blessé des dizaines d'autres.

Cet attentat fait suite à des dizaines d'autres dirigés depuis 1971 contre des travailleurs immigrés. Mais il n'est pas exactement de la même nature.

à qui profite le crime ?

Cet attentat n'était pas, comme tous les autres, dirigé contre des travailleurs isolés, mais contre la représentation officielle d'un pays arabe indépendant, il est de nature à créer des contradictions entre les gouvernements français et algérien.

De plus, il s'est produit au moment où s'ouvrait à Copenhague une conférence européenne où se discutait la question du pétrole. S'ils s'entendent sur d'autres questions, l'impérialisme français et l'impérialisme américain s'opposent sur celle-là. L'impérialisme français cherche à briser le monopole américain en proposant des négociations directes entre pays arabes producteurs et pays américains consommateurs. De son côté, Kissinger, porte-parole des trusts yankees du pétrole, propose un « groupe d'action de l'énergie » où les Etats-Unis conserveraient une voix prépondérante.

La position de l'impérialisme français exige de bons rapports entre les pays européens (particulièrement la France) et les pays arabes. L'attentat de Marseille, en suscitant une juste colère du peuple algérien, est de nature à envenimer ces relations. C'est exactement ce dont Kissinger a besoin. C'est Kissinger le coupable !

L'impérialisme US se dispute la domination du monde avec son concurrent soviétique, l'autre super-puissance. Il ne recule devant aucun moyen pour maintenir sa position menacée. C'est son officine d'espionnage, la CIA, organisatrice des ignobles coups d'Etat fascistes en Grèce et au Chili, qui a guidé la main des meurtriers.

qui a préparé le terrain ?

Si l'impérialisme US spéculait aujourd'hui sur la haine que le peuple algérien voue à l'impérialisme français, n'oublions pas que cette haine a de solides raisons d'être.

Oui, sinon l'impérialisme français, a soumis l'Algérie à 130 années d'oppression et d'exploitation coloniale, et à huit années d'une guerre coloniale barbare ? Qui, sinon les services de Marcellin, s'est fait le complice de l'assassinat en France par des agents sionistes des militants palestiniens Mahmoud el-Hamchari, le docteur Koubaissi, et Mohammed Boudia ? Qui, sinon la bourgeoisie française, a organisé depuis deux ans l'hystérie anti-arabe dans le but d'opposer les travailleurs français à leurs frères de classe immigrés, couvert les assassins racistes et encouragé l'hystérie des groupes et des feuilles fascistes ?

Non, nous ne plaignons pas l'impérialisme français, qui recueille aujourd'hui les fruits de sa politique criminelle.

Ces capitalistes, les français comme les américains, se disputent le produit du pillage des richesses nationales des peuples arabes. Dans leur frénésie de profits, ils n'hésitent pas à recourir aux pires méthodes de la subversion et du crime contre les peuples et les pays indépendants.

Mais leur règne touche à sa fin : déjà le peuple algérien, comme de nombreux autres peuples, a conquis son indépendance au prix de son sang. Aujourd'hui, les pays arabes luttent pour obtenir un juste prix du pétrole qui leur appartient.

Les justes mesures qu'ils ont prises ces derniers mois sur les prix et les livraisons ont semé la panique chez les impérialistes et aiguisé leurs querelles de chiens. Cela prouve à quel point nos exploités dépendent pour leur survie de l'exploitation des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. L'ennemi est commun, il faut l'abattre ensemble.

Déjà, les travailleurs arabes de Marseille se sont mobilisés massivement pour exprimer leur indignation devant le crime crapuleux commis au consulat. C'est toute la classe ouvrière de France qui doit se retrouver à leurs côtés, contre l'impérialisme US et contre l'impérialisme français.

marseille

Samedi après-midi, à 14 heures, de très nombreux travailleurs immigrés se sont rendus devant le consulat d'Algérie, manifestant leur colère devant l'attentat de vendredi. Ils montraient ainsi leur combativité, leur refus de se laisser intimider. Déjà, le matin, une grève plus ou moins spontanée avait éclaté chez les dockers, dont beaucoup sont algériens. De même à la Solmer de Fos samedi matin.

A la manifestation de samedi après-midi, la colère des travailleurs immigrés a largement débordé le service d'ordre de l'Amicale des Algériens qui tentait de la circonscire, de la calmer. Mais ils refusent de se faire et disent : « Halte au racisme qui divise la classe ouvrière ! Châtiment des coupables ».

Malgré l'heure imposée par la Police pour la levée des corps (dimanche à 13 heures), quinze mille manifestants ont accompagné leurs frères de classe, de l'hôpital de la Tunisie à la place d'Aix, dans le quartier arabe. Le long du parcours (deux kilomètres) des groupes de travailleurs rejoignaient le cortège à chaque carrefour. Une vive tension d'indignation se lisait sur tous les visages. Un brouhaha sourd de révolte parcourait la manifestation.

Arrivés sur la place d'Aix, les travailleurs ont entouré les voitures mortuaires en lançant des mots d'ordre : « A bas le racisme ! Le racisme ne divisera pas les travailleurs ! ».

A la dispersion, les militants marxistes-léninistes de Front Rouge distribuèrent un tract dénonçant la CIA comme instigateur de l'attentat, avec la complicité de

la bourgeoisie française. Des travailleurs prirent la parole pour dénoncer le racisme.

Nous devons rester vigilants contre toute nouvelle provocation, d'où qu'elle vienne. Nous appelons les travailleurs français à se joindre à toutes les initiatives prises par leurs frères de classe immigrés contre les meurtriers, contre les tentatives d'opposer les travailleurs.

Vive l'unité de la classe ouvrière !

lyon

Samedi 15, à 15 heures, les camarades des CACF sont intervenus pendant une heure, place Gabriel-Péri. Des centaines de travailleurs immigrés ont écouté et applaudi les interventions en français et en arabe. Un travailleur algérien a même pris la parole spontanément pour traduire les interventions. Elles condamnaient le crime raciste de Marseille, exigeaient le châtiment des coupables et appelaient les travailleurs français et immigrés à s'unir pour lutter contre les tentatives de division de la bourgeoisie.

A 17 heures, les mêmes interventions ont eu lieu dans un autre quartier immigré de Lyon (La Croix-Rousse). Aux deux interventions, les journaux des CACF « Même Combat », ont été vendus : plus de 160. Les interventions se sont terminées par un appel à rejoindre les CACF qui se préparent avec d'autres organisations, pour l'instant Front Rouge et les Comités Indochine-Palestine, à organiser une riposte de masse au crime raciste de Marseille. De nombreux contacts ont été pris.

RIPOSTE IMMEDIATE DES TRAVAILLEURS

meeting cip-cacf à dijon

Les CIP de Dijon-Ville et Bourgogne-Electronique et le CACF de Dijon ont tenu ensemble un meeting contre l'impérialisme pour l'unité de la classe ouvrière français-immigrés. 100 personnes ont participé au meeting, dont une soixantaine d'ouvriers arabes, des ouvriers et des intellectuels français. Dans la salle ou, après chaque intervention, étaient diffusés des chants palestiniens, vietnamiens ou révolutionnaires français, l'ambiance était très chaleureuse, militante. Jamais l'intérêt n'a ralenti pendant trois heures que dura le meeting.

L'intervention du CACF, en français et en arabe, fut très applaudie et suivie du mot d'ordre scandé par tous : « Travailleurs français, travailleurs immigrés, même patron, même combat ! » Tous les gens présents signèrent la motion demandant l'abrogation de la circulaire Fontanet et plusieurs dizaines de « Même Combat » étaient vendus.

La préparation même du meeting a beaucoup contribué à en faire une réu-

nion très militante. En effet, de nombreux travailleurs ont participé eux-mêmes à la confection des panneaux en français et en arabe pour la salle : des travailleurs de Hoover expliquaient dans leur panneau les manœuvres patronales pour diviser les ouvriers entre nationalités, des travailleurs des foyers du Viardot, du Mistral, du Blanc qui montraient leurs mauvaises conditions de logements, des ouvriers français et immigrés dénonçaient les licenciements à Manubart, etc.

D'autres travailleurs avaient fait des enregistrements au magnétophone passés au cours du meeting, tel ce travailleur immigré du CIP de Bourgogne-Electronique dénonçant le racisme de certains patrons de bistrot comme celui de « La Comédie » à Dijon, qui refusent de servir les Arabes. Le camarade appelait les travailleurs à créer des CIP d'usine.

Lorsqu'un des huit jeunes Marocains agressés par les racistes dans un bal à Dôle prit la parole à la tribune, il fut chaleureusement applaudi et l'at-

tentat contre le consulat d'Algérie à Marseille vigoureusement dénoncé.

Un camarade vietnamien du CIP devait montrer, faits à l'appui, comment l'impérialisme US a commencé la troisième guerre du Vietnam.

Puis, un débat très vivant s'engagea avec le camarade de retour du Moyen-Orient qui répondit aux questions : d'où vient l'armement des Palestiniens, comment ils s'entraînent, leur position sur le cessez-le-feu et les négociations internationales.

Soulignons la participation active de la GUPS (Union Générale des Etudiants Palestiniens) au meeting : intervention dans le débat, confection de panneaux, stands très fournis en publications de la Résistance.

A la fin du meeting, plusieurs travailleurs ont pris contact pour militer avec le CACF, et un ouvrier immigré a décidé de diffuser « Même Combat » auprès d'une vingtaine de camarades de travail.

ATTENTATS RACISTES ...

martigues

Deux assassinats racistes à Martigues : un Tunisien a été tué par balles dans la nuit de mercredi à jeudi alors qu'il rentrait à son foyer « La Pinède ». Un autre travailleur immigré a été assassiné de la même façon dans la nuit de vendredi à samedi au lieu-dit « La Mède ». Châtiment des coupables !

lyon-berliet

Le 12 décembre, à 19 heures, un coup de feu est tiré depuis une voiture R4 claire, sur un travailleur algérien devant la porte K de Berliet. Le travailleur n'a heureusement pas été atteint mais les nerfs se sont enflés. Ils étaient postés là : prêts à tirer sur n'importe quel travailleur sortant de l'usine à une heure inhabituelle.

Il ne serait sans doute pas bien dur de retrouver ces assassins en direction de ces curieux groupes, soi-disant de nettoyage qui parcou-

rent l'usine le soir, casqués et armés de barres de fer sous prétexte d'arracher des affiches collées avec des lames de rasoir, et qui croulent ça et là — comme par hasard — des tracts CFT, détériorent et cambriolent les locaux syndicaux.

Briser des accords syndicaux d'entreprise datant de la Libération, implanter la CFT, armer des groupes de surveillance dans l'usine, chasser revolver au poing les travailleurs immigrés, voilà actuellement divers aspects de la politique patronale de Berliet. CHÂTIMENT DES COUPABLES !

orleans

Les camarades du CACF d'Orléans nous écrivent pour dénoncer une recrudescence des crimes racistes :

— Au foyer de l'île de Corse, qui regroupe quatre cents ouvriers immigrés, une alerte à la bombe avait été donnée au moment de la campagne raciste que la bour-

geoisie avait déclenchée après l'assassinat du tramot de Marseille. Les flics en avaient immédiatement profité pour contrôler tous les travailleurs obligés de passer la nuit dehors. Récemment et à plusieurs reprises, des coups de feu ont été tirés sur les vitres des cuisinettes, ou sont rassemblés les travailleurs.

— L'autre jour, vers 20 h 30, un travailleur immigré qui sort d'un café de la rue de Bourgogne est agressé par un groupe de nerfs fascistes qui le menacent au couteau puis tirent deux coups de feu à blanc sur lui. Il réussit à se défendre à l'aide d'un tesson de bouteille et à blesser ses agresseurs. Quelques minutes plus tard, les flics arrivent sur les lieux et embarquent... le travailleur arabe. Au commissariat, scène habituelle, les flics le provoquent sur le pétrole. Le travailleur réussit à se faire emmener à l'hôpital où il restera une semaine.

La bourgeoisie a fait le silence total sur ces agressions racistes. Le CACF s'est empressé de riposter immédiatement à ces attentats.

...CHÂTIMENT DES COUPABLES !

COPENHAGUE : LA CRISE DE L'ENERGIE, REVELATRICE DES CONTRADICTIONS FRANCO-US

La réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Bruxelles, le discours de Kissinger à Londres, le « sommet » européen à Copenhague, tous ces éléments intervenus la dernière semaine tournaient autour d'une question bien précise, celle de l'Europe. Le dernier sommet européen qui réunissait les « neuf » à Paris avait affirmé la nécessité de constituer « l'Europe politique » avant 1980. L'enjeu actuel des différents contacts et prises de position, c'est, pour chaque impérialisme européen, de préserver au maximum ses intérêts dans ce mouvement vers « l'Europe unie », c'est de définir quels liens aurait cette Europe avec l'impérialisme US. Pour les impérialistes européens, la solution de ces problèmes est d'autant plus urgente que la crise très grave qui sévit actuellement en Europe (crise de l'énergie, vague de chômage...) les met dans une position très défavorable pour faire face aux volontés hégémoniques des deux superpuissances.

C'est ce qu'a souligné Pompidou quand il a pris l'initiative de convoquer le « sommet de Copenhague » : la politique de l'impérialisme français consistait à s'appuyer sur le cavalier seul des deux superpuissances lors de la guerre

du 6 octobre, sur les conséquences désastreuses de la politique de l'impérialisme US au Moyen-Orient pour l'approvisionnement en énergie de l'Europe, pour appeler les autres pays des « neuf » à s'unir plus rapidement.

Mais l'impérialisme US entend contrôler le processus de construction de l'Europe : oui, à l'unité de l'Europe, à condition qu'elle lui soit soumise ! C'est Kissinger, artisan essentiel de la politique étrangère des USA, qui déclarait à Londres le 12 décembre : « Nous estimons que les USA, en tant que principal allié, devraient avoir la possibilité d'exprimer leurs préoccupations avant que les décisions finales concernant leurs intérêts soient prises (...) Nous ne pouvons rester indifférents à la tendance à justifier l'identité européenne comme facteur facilitant une séparation des Etats-Unis (...) La défense commune est une nécessité. Nous devons être prêts à l'ajuster aux conditions changeantes et à partager avec égalité ses fardeaux. »

Pour imposer son point de vue aux impérialistes européens, l'impérialisme US ne recule devant aucun moyen de chantage pour aboutir à ses fins : une Europe soumise et non directement concurrente. Il y a déjà eu, au début de l'année, le

chantage pour faire payer par les peuples européens le stationnement des troupes US en Allemagne, il y a le « Nixon Round » sans cesse reporté où Nixon cherche à faire baisser pour les produits US les barrières douanières des « neuf ». Mais la dernière en date, c'est le chantage à l'énergie qui a révélé clairement l'opposition entre les volontés impérialistes françaises et américaines.

Parce que, dans la crise actuelle du pétrole, il faut voir deux choses : d'une part, la volonté légitime des pays arabes de freiner le pillage de leurs ressources, d'exiger un meilleur prix de leur pétrole, et d'éviter de mettre à sec trop rapidement leurs réserves. D'autre part, le profit et les avantages que recueillent les trusts pétroliers du cartel, de cette situation : ils répercutent, en les multipliant, les hausses des pays producteurs et ils sont presque libres de répartir à leur gré, embargo ou pas embargo, les quantités de pétrole dont ils disposent. Comme la majorité (six sur neuf) des compagnies du cartel sont US, comme, d'autre part, les USA sont bien moins dépendants du pétrole arabe que les pays européens, on comprend que les effets de la crise

actuelle du pétrole puissent être dirigés principalement contre les pays européens. Et Kissinger, après avoir organisé grâce à ses trusts une pénurie certaine et menaçante, vient proposer aux « neuf » de se joindre aux USA pour constituer un « pool commun de l'énergie » sous domination US.

Cela, l'impérialisme français tente de l'éviter. Récemment, le gouvernement proposait aux pays arabes producteurs de pétrole de conclure directement avec les pays européens des accords à long terme de vente du pétrole ; cela pour mettre à l'écart les compagnies US intermédiaires entre les pays producteurs et les pays européens. Ce sont des accords de ce type qui régissent les rapports entre la France et l'Irak, les trusts américains ayant été évincés au profit, non seulement du social-impérialisme, mais aussi de la CFP, il y a un an et demi. Et ce sont sans doute de nouveaux accords que l'impérialisme français entend négocier avec l'Arabie Saoudite où il a dépêché un représentant du ministère des Affaires étrangères (Hughes Delétoile) et encore avec l'Irak où Charbonnel (ministre de l'Industrie) se trouve actuellement.

Cette bataille acharnée qui se livre autour du pétrole est un des aspects des contradictions qui séparent la France et les USA sur l'Europe à construire. La présence à Copenhague de quatre ministres arabes, délégués par l'ensemble des Etats, montre que les pays arabes sont aussi parfaitement sensibles à la possibilité de nouer des marchés durables à l'écart des trusts pétroliers.

Le sommet de Copenhague n'a apparemment pas tranché sur ces questions ; si les « neuf » ont réaffirmé la nécessité de réaliser l'unité politique avant 1980, s'ils ont réaffirmé la nécessité de nouer des contacts privilégiés avec l'Afrique et les pays arabes, s'ils ont décidé de se réunir à un niveau inférieur à Bruxelles pour discuter des questions énergétiques, ni la position française, ni la position US n'ont pu s'imposer.

Mais que ces questions soient tranchées ou pas, ce sont les travailleurs des pays européens qui font les frais de la crise de l'énergie, ce sont eux qui, aujourd'hui, sont massivement victimes du chômage. Doublement du chômage en Europe, annoncent les experts ! Refusons de payer la crise, à l'action contre le chômage !

hollande, allemagne ...

un avant-goût de « l'Europe des travailleurs » de mitterrand

La crise actuelle révèle, une fois de plus, s'il en était besoin, la nature contre-révolutionnaire et de collaboration de classe des partis sociaux-démocrates.

Déjà, au début de la crise, les sociaux-démocrates s'étaient fait particulièrement remarquer par leurs déclarations pro-sionistes et anti-arabes. C'est le cas du chef du gouvernement hollandais, le « socialiste » Den Huij, et cela à même valé à son pays d'être inscrit sur la liste noire des pays producteurs de pétrole. C'est aussi le cas d'un autre « socialiste », lui aussi chef de ce gouvernement, le Danois Joergensen, qui traitait, le 5 novembre, les Arabes d'agresseurs. Ces prises de position n'ont rien d'étonnant, tous ces messieurs font partie de la même Internationale jaune, celle de Golda Meir, Hitler sioniste en jupons.

Dans l'étape actuelle, ces mêmes sociaux-démocrates s'illustreront dans l'art de faire retomber la crise sur le dos des travailleurs. Le « socialiste » Brandt, chef du gouvernement allemand, a pris l'initiative de la campagne européenne contre les travailleurs immigrés en annonçant l'interdiction de l'entrée en Allemagne de tout nouveau travailleur étranger et en expulsant des travailleurs turcs. Le « socialiste » hollandais Den Huij, quant à lui, vient de décider le blocage des salaires jusqu'à avril 1974 et organise la pénurie pour les travailleurs alors que les capi-

talistes sont régulièrement approvisionnés en pétrole. Quant au « socialiste » anglais Harold Wilson qui n'a pas, pour l'heure, la chance d'être à la tête du gouvernement britannique, mais fait tout pour apparaître comme la seule alternative possible à la crise actuelle, il vient d'apporter son soutien, même s'il n'est que conditionnel, aux mesures anti-ouvrières du gouvernement Heath. Et par la même occasion, Wilson a condamné, au nom de l'intérêt national en péril, les mineurs et les cheminots en grève.

Tout cela non plus n'a rien d'étonnant, les sociaux-démocrates ont depuis bien longtemps fait la preuve de leur vocation de Saint-Bernard du système capitaliste, chaque fois qu'il est en difficulté, de spécialistes pour imposer à la classe ouvrière des politiques anti-ouvrières de sauvetage du capitalisme. Voilà donc l'Europe qu'ont échafaudée, lors de leur congrès extraordinaire de Bagnolet, et avec tant d'empressement, les « socialistes » français. Car, eux aussi, comme Wilson, lorgnent la place. Et ils n'y vont pas par quatre chemins : lourd de menace pour les travailleurs est le dernier éditorial de leur hebdomadaire L'UNITE, qui ne reproche au pouvoir actuel que de ne pas dire la vérité « quand il laisse croire que la France pourra traverser la crise actuelle en se limitant à des mesures de faible portée » !

angleterre : graves mesures anti-ouvrières

grévistes devant l'entrée des chantiers de la Clyde



Ce que vivent aujourd'hui les travailleurs britanniques nous donne un avant-goût de ce qui peut nous attendre dans les mois à venir. En effet, depuis un an déjà, le gouvernement anglais de Heath a soudainement déclaré la guerre à l'inflation. Son plan « anti-inflation » ressemble comme un frère à celui que nous promet la bourgeoisie française : blocage réel des salaires et prétendu contrôle des prix.

La première phase du plan, de novembre 1972 à mai 1973, prétendait bloquer complètement les prix et les salaires. La deuxième phase assouplissait légèrement ces mesures. Depuis début novembre, les travailleurs anglais subissent la troisième phase : contrôle des prix et hausse des salaires limitée à 7 % par an. Résultat : en un an, les prix des produits alimentaires, ceux qui touchent le plus les travailleurs, ont augmenté de 15,4 % (chiffre officiel) et la dernière

hausse connue, celle d'octobre, de 3,3 %, montre que les choses ne font que s'aggraver. Inutile de dire que les salaires, eux, n'ont pas suivi cette progression.

Pour couronner le tout, prenant prétexte de la pénurie de pétrole, Heath vient de décréter des mesures draconiennes à partir du 1^{er} janvier : la plupart des entreprises n'auront droit à consommer de l'électricité que trois jours par semaine, les grosses entreprises pourront tourner sept jours sur sept, mais avec seulement 65 % de leur consommation électrique habituelle. Une fois de plus, la crise de l'énergie, qui touche pourtant la Grande-Bretagne de façon modérée (puisque elle est considérée par les pays arabes comme un pays ami), sert de prétexte à des mesures de chômage camouflé : trois jours de travail au lieu de cinq, cela revient à une baisse de salaire de 40 %. Ces mesures de chô-

mage partiel viennent s'ajouter aux nombreuses menaces de licenciements déjà annoncées : 8 000 chez Chrysler, 1 750 chez Triumph.

Si la bourgeoisie britannique montre la voie à ses comparses européennes, les travailleurs britanniques, eux, donnent l'exemple aux travailleurs européens : 18 000 travailleurs des centrales électriques sont en grève, 270 000 mineurs de charbon font, depuis le 12 novembre, la grève des heures supplémentaires ; ils ont ainsi fait diminuer de 40 % l'approvisionnement britannique en charbon. Les mineurs et les électriciens refusent de rentrer dans le jeu des difficultés énergétiques de la bourgeoisie, dans le jeu de la « solidarité nationale », comme les v invitait le « socialiste » Harold Wilson ; bien au contraire, ils en ont profité pour frapper encore plus fort, pour imposer leurs revendications.

OCTOBRE

le n° 3-4 va paraître
10f.

ATTENTION PASSEZ VOS COMMANDES
A F.R. QUI TRANSMETTRA

le colis du militant 50F

Salaires, Prix, Profit (MARR)
L'Etat et la Révolution (LENINE)
L'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme (LENINE)
La maladie infantile du Communisme (LENINE)
Les deux tactiques de la Social-Démocratie (LENINE)
Les principes du Léninisme (STALINE)
Avec l'Oncle Ho - Biographie de Ho Chi Minh
Le Laos et la lutte victorieuse du peuple Lao contre l'Impérialisme US (PHOUM VONGVICHIT)
Avec en supplément - les 2 premiers numéros d'OCTOBRE
44-47 - le PCP au gouvernement.
Le trotskisme contre la révolution prolétarienne.
Avec encore - un abonnement à FRONT ROUGE.
Si vous êtes déjà abonné, indiquez le nom et l'adresse d'un ami que vous souhaiteriez voir recevoir le journal.
(Versement CCP FRONT ROUGE 31, 191, 14 La Source).

A BAS L'APPAREIL REPRESSIF DE LA DICTATURE BOURGEOISE

militarisation des c.r.s.

Dans la perspective des luttes dures que la classe ouvrière va engager contre la montée du chômage et l'augmentation de la vie, la bourgeoisie prépare un plan pour accentuer la centralisation des forces de répression, les rendre les plus efficaces, les plus mobiles possibles. C'est ainsi qu'elle met sur pied actuellement un projet destiné à transformer les CRS de fonctionnaires civils qu'ils sont aujourd'hui en militaires : elle veut les incorporer à la gendarmerie mobile, corps militaire mis à la disposition du ministère de l'Intérieur en temps de paix.

La gendarmerie constitue déjà une force militaire de vingt-sept mille hommes disposant d'un armement lourd (chars, auto-mitrailleuses, hélicoptères, etc.) que le pouvoir peut envoyer sur n'importe quel point du pays, à n'importe quel moment. En y incorporant les CRS, la bourgeoisie pourra disposer d'une force portée à quarante-cinq mille hommes dont elle dispose encore plus entièrement et totalement contre toute manifestation ou toute grève. C'est l'aboutissement d'un projet cher à la

bourgeoisie. Marcellin, déjà en 1969, avait voulu faire des CRS un super-corps de répression qui aurait pris aux commissariats locaux la direction sur le terrain (usines, manufactures, chantiers, installations minières, ferroviaires ou portuaires) de toutes les forces de l'ordre (Corps urbains, CRS, gendarmes). Ce projet, Marcellin avait échoué à cause de l'opposition des commissaires de police qui tenaient à leurs prérogatives. Marcellin contourne aujourd'hui l'obstacle en envisageant d'intégrer directement les CRS à l'armée. La bourgeoisie vise aussi un autre but : mettre un terme aux contradictions qui existent au sein de la police. Ces contradictions reflètent les difficultés que la bourgeoisie rencontre aujourd'hui, y compris dans son propre camp, dans le renforcement de la répression. En intégrant les CRS à la gendarmerie mobile, c'est-à-dire à l'armée, la bourgeoisie leur supprime le droit de se syndiquer, elle leur ôte ainsi un des instruments par lesquels ils peuvent s'exprimer ces contradictions. La bourgeoisie veut par tous les moyens accroître

ses forces de répression, mais aussi disposer de forces qui lui soient encore plus totalement soumises.

Ce projet accentue encore la répression sur un dernier point : les CRS dépendront désormais de la juridiction militaire. En clair, quand un manifestant ou un gréviste voudra porter plainte contre eux, sa plainte sera automatiquement portée devant un tribunal militaire. Un manifestant qui traîne un flic devant les tribunaux civils n'a aucune chance de le faire condamner ; à plus forte raison devant un tribunal militaire où le procès est à huis clos et où donc est supprimée toute possibilité de dénoncer les forces de répressions et la dictature bourgeoise. C'est en vertu de cet avantage précieux pour elle, que la bourgeoisie envoyait en priorité les gendarmes mobiles contre les manifestations.

La bourgeoisie fourbit son arsenal répressif en prévision des luttes à venir dont elle connaît l'ampleur en période de crise.

A bas la dictature de la bourgeoisie !

sa politique (notre photo)... ils cherchaient l'incident, voulant manifester en découdre ». Et, conclut Godet, ils ont été jusqu'à prendre à partie les flics officiels, jusqu'à les traiter de « communistes ». En un mot, il s'agissait de flics « parallèles ».

On comprend que Godet, fidèle flic de la bourgeoisie, n'apprécie pas d'être traité de communiste ; mais cette histoire a surtout l'avantage de révéler qu'il y a certaines tâches que la police officielle refuse d'effectuer. Rappelons-nous les protestations soulevées par certains flics face à la multiplication des tâches répressives confiées à la police, aux assassinats dans

les commissariats, aux écoutes téléphoniques... pour effectuer toutes ces sales besognes, la bourgeoisie doit donc faire appel à des barbouzes qui agissent plus ou moins clandestinement, parallèlement à la police officielle. Ces individus sont recrutés dans les milieux les plus louches de la pègre et des nerfs fascistes ; ils sont prêts à effectuer n'importe quel travail. Le développement de ce genre de bandes, pouvant agir impunément en dehors de toute légalité, est particulièrement dangereux pour les révolutionnaires qui sont, n'en doutons pas, la cible de toutes leurs attentions.

le "canard enchaîné" sur table d'écoute !

Décidément, l'UDR s'est choisie cette année des dirigeants qui ne brillent guère. Ainsi, Sanguinetti, son bouillant secrétaire général, pendant que le juge Bernard découvrait le matériel d'écoute du « Canard » dans des locaux voisins, déclarait sans rire : « Je me demande si ce n'est pas le « Canard » qui a fait le coup lui-même », ajoutant cependant que les auteurs de ce coup devraient être « réformés pour crétinisme » et en la matière, Alexandre Sanguinetti s'y connaît ! Même son de cloche du côté de Messmer vendredi soir, 7 décembre. Mercredi, rectification embarrassée du même Sanguinetti à France-Inter.

Après la piètre exhibition de Messmer et Sanguinetti, la prestation de Marcellin a tranché par sa violence. Marcellin s'est présenté comme la victime d'un règlement de comptes organisé par la « gauche », s'en prenant au passage à Mitterrand, comme quoi entre titulaires de la francisque de Pétain, tous les coups sont permis ! Sa diatribe a mis à nu des contradictions au sein de la police : Marcellin a clairement laissé entendre que certains de ses subordonnés ((Biard de la DST, Lenoir de la Police nationale) pouvaient avoir trempé dans l'affaire « à son insu ». « Je n'ai pas demandé à Untel et à Untel... » Pendant toute une période, il s'était refusé à toute explication, il avait nié en bloc, était « tombé malade ». Comiti annonçait, le 14 décembre, que Marcellin ne viendrait pas à l'Assemblée nationale. En fait il vient car Pompidou lui a donné son aval. Pour cela, il a dû se désolidariser de ses hommes les plus compromis dans l'affaire.

Remarquons, d'autre part, que si le « Canard Enchaîné » a pu disposer de tant d'éléments sur les membres de la DST qui auraient fait le coup, ce n'est pas parce qu'il a mis la DST sur « table d'écoute », mais qu'une personne « bien intentionnée » (mais voulant du mal à Marcellin) l'a renseigné.

Qu'il y ait une âpre lutte de factions dans la police et au ministère de l'Intérieur avec l'appui actif des polices parallèles, voilà qui est évident. Et derrière ces coups portés à Marcellin se profilent les luttes d'influence que se livrent les différents clans de la bourgeoisie au pouvoir ou désirant y parvenir. Et pour la redistribution des cartes, quel atout

plus précieux qu'un bon scandale policier ?

Cette affaire met en lumière les contradictions que traverse la bourgeoisie. Elle est contrainte, quand éclate au grand jour des affaires illégales, de faire semblant de s'en désolidariser, même si en fait c'est elle qui en bénéficie. Elle s'affaiblit par là même : sa façade démocratique se lézarde, laisse apparaître la dictature de la bourgeoisie, car certains rouages de son appareil répressif, les méthodes qu'elle utilise pour garder le pouvoir sont démasqués. Car, comme l'a dit Marcellin : « La seule question qui se pose c'est : est-ce que nous sommes de taille à lutter contre toutes les formes de subversion ? » Mais pas au vu et au su de tous !

Au centre du « scandale » : la DST. Répartie en neuf brigades de surveillance du territoire couvrant chacune une région militaire, elle s'occupe en principe du contre-espionnage, de la lutte contre l'ennemi extérieur. Mais on lui confie aussi des tâches contre « l'ennemi intérieur ». Ainsi, c'est la division III, chargée habituellement de surveiller « le communisme international », qui a effectué « l'insonorisation » du « Canard ». Une section est spécialisée dans la lutte « anti-gauchiste » mais ce n'est pas le seul service qui a recours aux écoutes. Depuis 1959, le GIC (Groupe Interministériel de Contrôle) centralise les écoutes qu'exploitent, outre la DST, la PJ, le SDECE, les Renseignements généraux et la Sécurité militaire. Les services d'écoute relèvent directement du cabinet du Premier ministre. On apprécie d'autant plus les déclarations astucieuses de Messmer dénonçant un canular du « Canard » !

« En principe », les écoutes portent sur les affaires de banditisme (drogue, hold-up...) espionnage. En fait elles sont un élément du système de surveillance des mouvements politiques en général, révolutionnaires en particulier. Le développement des écoutes rejoint l'effort continu de la bourgeoisie pour surveiller, mettre en fiche les révolutionnaires. A la PJ, un bureau est spécialisé dans la lutte contre les « groupes extrémistes violents ». Les RG établissent des fiches à longueur d'année : sur son répertoire d'urgence, le tiers des douze mille noms sont ceux de révolutionnaires !

polices parallèles...

Un pavé de plus dans la mare à Marcellin. Un certain nombre de flics, chargés de la protection de Messmer lors de son dernier voyage en Bretagne, n'ont pas apprécié les agissements de « certaine d'individus, qu'ils ont retrouvés à leurs côtés à chaque étape du voyage. Godet, un de ces « honnêtes » flics de Marcellin, scandalisé, n'a pas craint de le dire publiquement : ces individus exécutaient « sans aucun tact, précise Godet, des contrôles d'identité, vérifications de laissez-passer, palpations, etc. » et il poursuit : « certains membres de cette organisation déployaient des banderoles de soutien au Premier ministre et à

PROVOCATIONS POLICIERES

contre un syndicaliste révolutionnaire de Lyon (brantd)

Le vendredi 8, un délégué CFDT a trouvé en rentrant chez lui, sa porte enfoncée. Sans aucun doute, son appartement avait subi une fouille : en témoignent ses affaires éparpillées. Son argent était étalé sur son lit mais rien ne manquait : il ne s'agit donc pas d'un vol.

Cette perquisition survient au moment où la direction de Brandt multiplie les attaques contre la section CFDT : avertissements, mise à pied des délégués, changements de poste, restrictions des libertés syndicales (sur l'utilisation des panneaux de délégués du personnel, sur les diffusions de

tracts...) intervention d'huissier...

Cela renforce l'analyse des syndicalistes révolutionnaires de la boîte comme quoi le patron s'apprête à détruire la section syndicale CFDT.

Ceci montre à l'évidence que la bourgeoisie sait bien quel est le véritable danger pour elle et combien elle craint le développement d'un véritable syndicalisme révolutionnaire. Soyons sûrs qu'elle fera tout pour nous abattre.

Nous préparons la riposte.

Corres. BRANDT.

contre notre camarade A. Roustan à Aurillac

C'est quelques jours après le succès de notre rassemblement de Paris que s'est déroulé à Aurillac une grossière provocation visant notre camarade ROUSTAN. Certain commerçant se mettant sou-

dain à prétendre qu'André ROUSTAN n'avait jamais été déporté politique, et encore moins à Buchenwald, une rapide enquête a montré d'ou venait le bruit : rien moins que du dénommé COI, chargé par les Renseignements généraux de s'attacher aux pas de notre camarade !

Somme de s'expliquer, celui-ci a enfin, après des hésitations, présenté publiquement ses excuses, disparaissant depuis de la circulation : bon voyage !

Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Par les mêmes canaux, les révisionnistes qui mènent décidément un drôle de combat, celui de la police, faute de pouvoir attaquer politiquement notre camarade, s'attachent à le discréditer en répandant la fable qu'il aurait détourné des fonds !

En même temps, le logement d'André ROUSTAN a été fouillé, la porte laissée ouverte intentionnellement après le passage des visiteurs, dans un but manifeste d'intimidation. Nous n'aurons pas la naïveté d'y voir une coïncidence.

Décidément, les services très spéciaux de Marcellin sont sur la brèche en ce moment.

air-équipement

des ouvriers contaminés par des radiations

Depuis cet été, trois ouvriers de l'usine Air-Equipement (groupe DBA) sont atteints d'un eczéma particulièrement tenace. L'un d'eux a dû s'arrêter de travailler. Ses mains crevassées ne pouvaient plus tenir une clé. Mais la Sécurité sociale et la Médecine du Travail ont refusé l'arrêt et la reconnaissance de la maladie professionnelle.

Un élément avait attiré l'attention des travailleurs et du Comité Hygiène et Sécurité : l'eczéma ne s'attaquait qu'aux ouvriers ayant travaillé à la réparation et aux essais de treuils d'hélicoptères portant l'étiquette de contrôle « DECONTAMINATION ».

Il y a trois semaines, deux contrôleurs de la SIAR, inspectant les mains d'un ouvrier touché, annoncent que ces appareils ont servi aux expériences nucléaires du Pacifique, qu'à Nantes, des ouvriers ont déjà été contaminés : si le réacteur est décontaminé, la graisse des roulements à billes est dangereuse pour l'homme à vingt mètres.

Une commission vient alors tester les appareils mais ceux-ci sont réparés et livrés depuis longtemps. Les ouvriers obtiennent immédiatement la maladie professionnelle qu'on leur refusait la veille, un arrêt de travail d'un mois et l'hospitalisation à l'hôtel militaire du Val-de-Grâce à Paris. Et, bien entendu, tout le monde s'arrange pour étouffer l'affaire.

Les travailleurs d'Air-Equipement exigent que leurs camarades reçoivent les soins nécessaires, que la vérité soit dite clairement.

— De quel mal sont atteints les travailleurs d'Air-Equipement Blois (service réparation et essais) : Serge Davanne, Jacky Clément, Jean Marinier ayant travaillé sur des appareils de retour de la zone atomique du Pacifique ?

— Pourquoi les travailleurs de ces services ne possèdent-ils pas les moyens de contrôle, détection et protection anti-nucléaires nécessaires, alors que ce matériel de protection existe dans l'armée et certaines industries ?

Les travailleurs d'Air-Equipement alertent les travailleurs des industries similaires qui, comme à Nantes, risquent la contamination nucléaire sans le savoir.

Correspondant BLOIS.

LIP: NOUVEAU PLAN INDUS- TRIEL... NOUVELLE MANŒU- VRE DE LA BOURGEOISIE

Les Lip ont prouvé et prouvent encore aujourd'hui que LIP CE N'EST PAS FINI. Depuis des mois, les travailleurs de Lip tiennent bon, maintiennent leurs revendications « PAS UN SEUL LICENCIEMENT, PAS DE DEMANTELEMENT » et ceci contre toutes les manœuvres, d'où qu'elles viennent, de la bourgeoisie et de ses flics, des confédérations révisionnistes et réformistes.

Quelle est la situation ? Il y a quelque temps un projet industriel avait été mis en avant, il n'a pas tenu et ne pouvait pas tenir car une chose fondamentale restait : la bourgeoisie ne veut pas céder face à la lutte exemplaire contre le chômage que mènent les Lip depuis plus de huit mois. Aujourd'hui, la bourgeoisie fait de nouveau du tapage autour d'un « plan de sauvetage global pour Lip ». **Qu'en est-il exactement ?** Vendredi 14 décembre, Charbonnel a pris l'initiative de réunir les secrétaires généraux de trois fédérations de la métallurgie (CGT, CFDT et CGC) ainsi que Arbel, Riboud, P-DG de BSN, et Renaud Gillet, P-DG de Rhône-Poulenc. Rien que du beau monde, quoi ! Des spécialistes du démantèlement comme Arbel et des plans de restructuration et de licenciement comme les P-DG de BSN et de Rhône-Poulenc (entre 3 500 et 5 000 licenciements prévus sur plusieurs mois chez Rhône-Poulenc), et des représentants des centrales syndicales qui ont déjà ratifié de nombreux plans de licenciement (d'après les clauses de l'accord sur l'emploi de 1969). **Pourquoi cette réunion ?** Pour faire le point de la situation et pour conclure : constituer une équipe de direction « chargée de formuler avant le 15 janvier 1974 des propositions industrielles et financières permettant le redémarrage du secteur horloger ». D'autre part, Arbel a décidé de suspendre jusqu'au 15 janvier « le démantèlement des machines qui lui sont nécessaires pour faire redémarrer le secteur armement ».

Que conclure de cela ? D'abord, il n'y a rien de précis, ensuite, des projets de relance de Lip il y en a déjà eu, ils n'ont rien donné jusqu'à présent, enfin, dans les déclarations qui sont faites, rien ne prouve au contraire que la bourgeoisie a renoncé au démantèlement de l'usine Lip-Poulenc. Tout ce que l'on peut tirer des derniers événements, c'est qu'un délai d'un mois est donné et que de nouveau la bourgeoisie fait miroiter quelque chose sans qu'il n'y ait rien de sérieux à se mettre sous la dent. D'autre part il n'est

fait aucune allusion au secteur mécanique de Lip, secteur qui, on le sait, est principalement visé par le démantèlement car il regroupe un maximum de travailleurs combattifs.

Ce que l'on peut penser, c'est que, malgré toutes ces tentatives, ces manœuvres et ces menaces, la bourgeoisie n'est pas parvenue à faire plier les Lip, à faire pourrir leur lutte et à les isoler suffisamment pour frapper aujourd'hui un grand coup. Mais la bourgeoisie a-t-elle changé de tactique ? Rien ne le prouve. Et le fait de laisser encore un mois de délai avant de prendre une nouvelle décision n'a-t-il pas pour but de poursuivre la même politique : attendre encore un peu pour que la combativité et la détermination des Lip s'émoussent. Elle est aidée en cela par tous ceux, et en particulier par les confédérations syndicales réformistes et révisionnistes, qui au nom d'un éventuel plan prônent l'inaction et l'attente.

Alors même que, pendant que se tenaient des discussions avec Charbonnel, Ducros, P-DG d'Orans faisait démanteler de Lip-Poulenc des machines du secteur mécanique.

— **Alors ?** Bien sûr, il ne faut pas être contre toute négociation, mais si elles doivent avoir lieu, cela doit se faire sur des bases sérieuses et réaliser les revendications pour lesquelles les travailleurs de Lip se battent depuis plus de huit mois. **PAS DE LICENCIEMENT ! PAS DE DEMANTELEMENT !**

Aujourd'hui encore, la bourgeoisie n'a pas changé de tactique, vaincre les Lip. D'un côté elle discute et n'est pas contre le démantèlement, de l'autre elle fait évacuer les machines du secteur mécanique.

Plus que jamais, les travailleurs de Lip doivent être fermes sur leurs positions et travailler pour la victoire de leur lutte en établissant un rapport de force visant à faire reculer la bourgeoisie en s'opposant à toute tentative de démantèlement, en menant des actions offensives pour aboutir à l'évacuation des CRS de l'USINE.

Au moment où la crise du capitalisme s'aggrave, au moment où la bourgeoisie s'apprête à faire supporter le poids de cette crise par les travailleurs en les mettant massivement au chômage, la lutte des Lip est exemplaire et doit être soutenue massivement par les travailleurs de France jusqu'à la victoire.

**PAS DE LICENCIEMENT, PAS DE DEMANTELEMENT !
L'EMPLOI DES LIP EST A PALTE !**

palestine. «la liberté d'un peuple, ça ne se donne pas, ça s'arrache...»

Nous nous sommes entretenus avec un camarade palestinien, responsable des questions africaines pour l'OLP. Avec un membre du Conseil Révolutionnaire Palestinien, le secrétaire général adjoint de l'Union générale des travailleurs palestiniens et deux officiers des forces de fedayin, le camarade vient de participer à la délégation officielle de l'OLP qui, du 18 novembre au 10 décembre, a séjourné dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest. Il nous a expliqué comment ce voyage renforce la position internationale de la Résistance palestinienne. Dans l'ensemble des pays visités : Guinée-Bissau, Guinée-Conakry, Sénégal, Côte-d'Ivoire, Ouganda, partout les représentants de l'OLP ont été reçus par les chefs d'Etat et les membres des gouvernements en tant que représentants officiels du peuple palestinien. C'est un signe de développement du combat anti-impérialiste des masses africaines aussi bien que du renforcement de la position de la Résistance palestinienne que de voir un personnage aussi lié à l'impérialisme qu'Houphouët Boigny contraint de réserver un accueil exceptionnel à la délégation de l'OLP : annulant pour la première fois sa participation à l'ouverture de la session de l'Assemblée nationale de Côte-d'Ivoire pour recevoir plus de 13 heures les délégués palestiniens, Houphouët Boigny devait leur déclarer : « Nous estimons qu'il n'y aura pas de solution juste et durable possible au Moyen-Orient sans la reconnaissance SUR SA TERRE des droits nationaux du peuple palestinien. » Bien entendu, la délégation palestinienne a eu, au cours de son voyage, des contacts directs avec les travailleurs africains, contacts qui existaient bien avant que les régimes africains, liés à des degrés divers à l'impérialisme, aient fina-

lement rompu leurs relations avec l'Etat d'Israël. Le camarade palestinien, nous a souligné le rôle important de la Résistance palestinienne dans la décision prise par les pays arabes au sommet d'Alger de rompre leurs relations avec la Rhodésie, l'Afrique du Sud, le Portugal. L'OLP entend agir auprès des pays arabes pour qu'ils renforcent leur aide aux Etats et Mouvements de Libération africains. Déjà la Résistance palestinienne, malgré des ressources pourtant limitées, fournit une aide concrète, médicale et technique à certains pays africains, tel que l'Ouganda, par exemple, où ont été envoyés des ingénieurs palestiniens.

Parlant de la conférence de Genève, le camarade nous a déclaré : « Nous ne prendrons pas position avant d'être invités officiellement. Si nous sommes invités, ce sera au Conseil national palestinien regroupant toutes les organisations de fedayin et de masses de notre peuple, de décider. Ce qui est sûr, c'est que le peuple palestinien conservera ses armes pour lutter jusqu'au succès de notre objectif : la destruction de l'Etat sioniste. Nous nous méfions des cadeaux empoisonnés : mini-Etat palestinien octroyé ou autres, car la liberté d'un peuple, ça ne se donne pas, ça s'arrache. Au cas, fort improbable, où, au terme de la conférence de Genève, il y aurait un pouce de terre palestinienne d'où Israël se retirerait, la Cisjordanie par exemple, il est exclu qu'Husseïn ou une instance internationale en prenne le contrôle, car les masses palestiniennes refusent cela, l'OLP devra donc décider du sort de ces terres. Mais nous croyons que l'Etat d'Israël, Etat expansionniste et raciste, ne se retirera pas. »

Soulignant la volonté du peuple palestinien d'intensifier la lut-

te armée, le camarade de l'OLP nous a donné des faits : avant la guerre, des mesures prises pour un entraînement unifié de tous les combattants palestiniens où qu'ils se trouvent ; cette année, au Liban, dans chaque camp de réfugiés, un camp spécial d'entraînement a été ouvert pour les très jeunes palestiniens : « les lionceaux », comme en Jordanie, avant les massacres de 70. La guerre du 6 octobre a été mise à profit par la Résistance pour infiltrer en Palestine occupée de grandes quantités d'armes. La mobilisation du peuple palestinien s'est renforcée : depuis le cessez-le-feu, plus de dix mille Palestiniens, même certains vivant éloignés du champ de bataille, ont demandé à renforcer les organisations armées.

Et ces derniers jours, tout démontre ce renforcement de la lutte. Le 8 décembre, le gouverneur militaire de NAPLOUSE, grièvement blessé par une grenade en plein quartier populaire, six jours après l'attaque du quartier général des forces sionistes de la ville par les fedayin. A Hébron, bataille entre les Palestiniens et les Sionistes avec intervention de l'aviation. La Résistance palestinienne frappe au cœur de l'Etat d'Israël, y compris Tel-Aviv. Le gouvernement israélien est obligé de reconnaître cette activité : le 9 décembre, il discutait de « la recrudescence de l'activité des saboteurs », cependant que ses soldats faisaient sauter en Cisjordanie occupée les maisons des Palestiniens soupçonnés d'avoir attaqué à l'explosif l'armée d'occupation. Déclenché par l'OLP, le mouvement de grève des travailleurs palestiniens dans les usines et sur les chantiers israéliens continue, malgré de nombreuses arrestations.

Le peuple palestinien vaincra !



à la porte villarin, assassin du peuple chilien

C'est dans le plus grand secret que Villarin, l'homme de main de la junte chilienne yankee-fasciste, avait débuté son séjour en France. Et pour cause, dans tous les pays où il était passé, les anti-impérialistes lui avaient fait un accueil digne de cet assassin, au Venezuela, en Espagne...

Dimanche 16 décembre, un groupe de militants du Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple chilien occupait l'hôtel où il était descendu. C'est sous la protection de la police que le fasciste Villarin a dû s'enfuir.

Villarin est un des principaux responsables du putsch yankee-

fasciste. C'est lui que, pendant toute une période, la CIA avait choisi pour déclencher et diriger les grèves destinées à saper l'économie chilienne, selon le plan mis au point par le trust ITT. Villarin était alors dirigeant du syndicat des patrons camionneurs. Dès le lendemain du putsch, ses maîtres yankees ont su dignement récompenser ce fidèle serviteur en lui donnant des missions de confiance, comme celle qu'il accomplit actuellement en Europe.

Pas une minute de tranquillité pour les responsables de la junte yankee-fasciste chilienne !

paris soutien à lip

Mercredi 12 décembre, les travailleurs de Lip ont organisé à la Mutualité à Paris un rassemblement pour populariser leur lutte. Ils sont montés à une quarantaine pour répondre aux questions. Trois mille personnes, essentiellement des jeunes, sont venues apporter leur soutien.

Après une bonne représentation d'un groupe de théâtre qui retrace l'histoire de la lutte des Lip, le débat s'engage : « Le rôle des syndicats, du Comité d'Action, le rôle des femmes dans la lutte, la démocratie dans la lutte, etc. » Tout au long du débat, les Lip réaffirment leur volonté de tenir et affirment pouvoir, dans les conditions actuelles, tenir jusqu'au printemps avec l'argent de la vente des montres. Ils signalent d'autre part qu'aux Etats-Unis, des travailleurs ont mené une grève pendant cinq ans pour obtenir satisfaction. « Nous aussi, nous irons jusqu'au bout, jusqu'à la satisfaction de nos revendications. »

**PAS UN SEUL LICENCIEMENT,
PAS DE DEMANTELEMENT,
SOUTENONS LA LUTTE DES LIP.**

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

FRANCE

Pli normal 1 an : 40 F.
3 mois : 10 F.

Pour l'étranger écrire au journal qui complètera le tarif

Pli fermé 1 an : 80 F.
abonnement 3 mois : 10F

demande de contact

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyez cette demande à :

FRONT ROUGE BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

en vente: les brochures front rouge

- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord 1 F.
- l'intérim : organisation et exploitation du chômage 2 F.

ajouter 0,50 f. par brochure pour le port

VIETNAM

LES MASSES SE DRESSENT CONTRE LA FAMINE, ARME DE GUERRE DE THIEU



dans les zones libérées, pas de famine grâce à la mobilisation populaire

Janvier 1973: trente années de guerre impérialiste ont transformé les zones contrôlées par Saigon en une terre empoisonnée par les produits chimiques toxiques, et leurs habitants en chômeurs forcés. Le départ des troupes américaines aggrave encore la situation. Il signifie la disparition de toute une couche de la petite-bourgeoisie commerçante parasitaire. Il signifie la disparition des devises étrangères, qui met un frein brutal aux possibilités d'importation de riz indispensable pour le ravitaillement du sud, et aux possibilités d'importation de matières premières semi-traitées, indispensables au maintien d'un semblant d'industrie. Contraint de supprimer « l'aide alimentaire » pour mieux renforcer la police, l'impérialisme US porte un nouveau coup à l'économie de Saigon. Face à cela, Thieu ne peut que calquer sa politique sur celle de ses maîtres américains; en d'autres termes il va contribuer à affaiblir encore plus une économie en pleine faillite.

Dès le début, Thieu est pris au piège de sa politique d'agression et de violation du cessez-le-feu. Dans les zones libérées, la signa-

ture des Accords permet aux patriotes de remporter des succès appréciables dans la remise en état des terres. Mais Thieu décrète le blocus des zones libérées « pour, dit-il, paralyser le collectage des impôts et l'achat de vivres, de médicaments et de matières premières par les communistes ». Il empêche donc les récoltes de parvenir dans les zones qu'il contrôle. C'est en fait l'organisation de la disette.

Ainsi, au Sud-Vietnam, pour la première fois depuis trente ans, c'est la famine. Les villes et les « camps de regroupements » sont les plus frappés. Là pour se nourrir, on fait griller des boules de terre; les suicides et la mendicité se multiplient. L'augmentation démesurée des impôts (de 126 milliards de dollars en 72-73, on passe à 226 milliards de dollars en 73-74), et la hausse des prix constituent le deuxième volet d'une même politique: détruire dans la population toute volonté de lutte en l'attaquant dans ses moyens de subsistance mêmes.

LES RAFLES DE RIZ

L'hypocrisie de Thieu l'amène à présenter les réquisitions de riz

chez les paysans, qu'il organise systématiquement depuis octobre, comme un remède au problème du ravitaillement dans les villes. En fait ce n'est ni plus ni moins que du banditisme: le riz réquisitionné part tout droit au marché noir, via Pnom-Penh. Pour ces réquisitions, tout l'appareil policier militaire et administratif de Saigon, est mobilisé, fixation de quotas draconiens, perquisitions jour et nuit pour recenser les récoltes, filtrage et fouilles le long des voies de communications, dans les embarcadères, les autobus, etc. Ce banditisme rentre tout à fait dans le plan des impérialistes: « chaque grain de riz est une balle que j'enlève à mes adversaires » ose déclarer Thieu. Le but des rafles de riz est de réduire à la merci du pouvoir fantoche l'ensemble de la population: celle des campagnes comme celle des villes.

Depuis octobre, la famine menace dans les campagnes du Sud-Vietnam. Et c'est pourquoi dans les campagnes comme dans les villes la bataille pour le riz quotidien est indissociable de la bataille pour la démocratie pour la paix et l'indépendance nationale.

LA BATAILLE POUR LE RIZ QUOTIDIEN

En portant la guerre dans les rizières, Thieu joue avec le feu. La colère gronde aujourd'hui dans les plaines du delta; deux cent cinquante personnes ont marché sur le siège du Conseil provincial pour dénoncer les rafles de riz. Les paysans du NAM BO occidental opposent un refus systématique pour dénoncer les rafles de riz, allant jusqu'aux épreuves de force. Ailleurs, c'est la grève des récoltes. Dans certaines localités, les représentants de l'administration fantoche sont obligés de demander à Thieu... d'assouplir le règlement...

Dans les villes, les réfugiés sont particulièrement combattifs. Saigon a vu, pour la première fois, manifester trois cents réfugiés d'An Loc qui dénonçaient leurs conditions de vie scandaleuses. Sur les lieux de travail, les grèves de protestation se multiplient. Les fédérations du textile revendiquent des allocations supplémentaires contre les hausses. Les employés de la Xinaçova déclenchent aussitôt une grève de la faim pour appuyer ces revendications. Les che-

minots de NHA TRANG, les employés du laboratoire pharmaceutique Van Co, du département naval de Saigon-Giadinh entament d'énergiques actions revendicatives. Les employés de l'hôpital Graal dénoncent leurs conditions de vie dans une pétition. Les employés de l'hôtel Brink et ceux de l'hôtel Cong Ly, licenciés, se mettent aussitôt en grève.

Dans les conditions de répression accrue qui s'abat sur Saigon, ces actions sont la preuve d'un grand courage et d'une grande détermination à lutter contre la dictature. Ainsi la politique d'extermination massive de la population, menée depuis la signature des accords par l'impérialisme et ses chiens couchants, est une arme à double tranchant. Elle ne fait que créer dans les campagnes, et encore plus, dans les villes du Sud-Vietnam, aujourd'hui, une situation explosive. La destruction, le 3 décembre, du plus grand dépôt pétrolier du Sud-Vietnam, le dépôt de MHA BE près de Saigon, marque une étape: Thieu trouvera désormais sur son chemin une population unanime, prête à recourir à la violence pour faire respecter ses droits.

ESPAGNE: malgré la répression fasciste essor des luttes ouvrières

Le peuple espagnol, la classe ouvrière en tête, poursuit sa lutte contre la dictature yankee-franquiste.

Depuis le début du mois de novembre, les mineurs d'Oviedo dans les Asturies sont en grève pour une augmentation de salaire. Depuis le 10 décembre, la grève s'est étendue à la suite du lock-out imposé à 4 à 5 000 mineurs de la société HUNASA. La fermeté du patronat espagnol est mise en échec par la volonté de lutte des ouvriers espagnols. A Valladolid, les ouvriers de FASA RENAULT ont manifesté violemment à la suite des sanctions prises contre certains grévistes. Ils réclamaient une augmentation de salaires. De nombreuses grèves au pays basque, dans les Asturies et dans toute l'Espagne se déroulent pour l'augmentation des salaires, amputés par l'inflation.

A Pamplune, des ouvriers du bâtiment mis à pied ont affronté également la police, au cours d'une manifestation contre la répression patronale.

A Barcelone, les 4 000 ouvriers des usines textiles de « LA SECLA », contre les licenciements et pour les reven-

dications salariales, ont occupé leur usine le 1^{er} décembre. Face à cette lutte de grande ampleur de la classe ouvrière espagnole, le régime yankee-franquiste aggrave la répression.

Les étudiants de Madrid ont affronté la police espagnole, ils ont construit des barricades contre la police.

Le samedi 15 décembre, trois révolutionnaires basques sont passés devant le tribunal militaire.

Le 8 décembre, Ignacio Sanchez Palacio a été gravement blessé par la Guardia Civil espagnole du côté français de la frontière. Arrêté, il a été torturé. D'après certaines informations, il est accusé de faire partie du Front Révolutionnaire Anti-fasciste et Patriote (FRAP).

Le régime yankee-franquiste est chaque jour plus ébranlé par la lutte du peuple espagnol. La répression ne pourra pas le sauver.

A BAS LE REGIME YANKEE-FRANQUISTE !
POMPIDOU COMPLICE !

VIVE LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE ESPAGNOLE !

FRANCFORT: journée de solidarité avec les peuples indochinois

Le samedi 15 décembre, à Francfort-sur-le-Main, le Comité Vietnam National (NVK) et la Ligue contre l'Impérialisme organisaient une grande journée anti-impérialiste.

Par carsentiers, de très nombreux jeunes anti-impérialistes étaient venus des quatre coins du pays pour manifester leur soutien militant à la juste lutte du peuple vietnamien.

Le matin, un cortège dense défilait, drapeaux des peuples indochinois en tête, pendant plus de trois heures. Malgré le froid, l'ardeur militante ne désespérait pas: sans cesse, aux chants de lutte succédaient les mots d'ordre: « Pas un sou pour le régime Thieu, tout pour le peuple! », « Libération de tous les prisonniers, application intégrale des Accords! », « Victoire pour la lutte des peuples d'Indochine! », « Vive la solidarité internationale! »... Arrivés au cœur de la ville et avant de se disperser, la manifestation s'est transformée en un meeting en plein air.

Il y eut plusieurs prises de parole, dont une par un camarade danois; un camarade des CIP intervint aussi, en soulignant les liens qui existent entre la lutte des peuples indochinois et celle du peuple palestinien.

Dans l'après-midi, 3 000 personnes enthousiastes se pressaient au grand rassemblement pour le Vietnam orga-

nisé par le National Vietnam Komitee. Jusqu'à 23 heures, films, discours, chants, sketches, marionnettes se succédaient sans discontinuer, illustrant chacun un aspect de la lutte du peuple vietnamien. Autour des stands, tant de monde qu'on ne pouvait circuler. Une exposition de dessins et peintures anti-impérialistes sur le Vietnam avait été organisée, l'intérêt suscité montre que c'était là une bonne initiative.

Au cours de la soirée, un camarade du KDP a pris la parole pour montrer le lien entre la lutte anti-impérialiste et les tâches des Marxistes-Léninistes en Allemagne. L'aspect international de la lutte anti-impérialiste était mis en valeur, puisque des camarades de France, du Danemark, des Pays-Bas, de Belgique ont pris la parole, ainsi qu'un camarade du PCMLI (« Servire il Popolo ») et un camarade espagnol du comité pro-FRAP de Francfort.

Par son enthousiasme révolutionnaire, par son ardeur militante, cette journée fut un grand succès. Elle montre que le juste et héroïque combat du peuple vietnamien et des autres peuples indochinois est capable de mobiliser, en Allemagne comme en France, des milliers de jeunes anti-impérialistes.

VIVE LA LUTTE DES PEUPLES D'INDOCHINE !
VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE !

ANGOLA: GREVE GENERALE CONTRE LES COLONS PORTUGAIS

La lutte du peuple angolais contre le colonialisme portugais se poursuit victorieusement. Les forces armées du MPLA ont mené une série d'offensives sur les fronts est et nord. Ces deux derniers mois, plus de 140 soldats des troupes colonialistes portugaises ont été tués. Le peuple angolais suit la trace des peuples de Guinée et du Cap-Vert qui ont réalisé la République de Guinée-Bissau.

La lutte mobilise les larges masses du peuple angolais. Ainsi, fin novembre, une grève générale a été déclenchée dans les territoires contrôlés par les colons, qui a duré plus de deux semaines. Des marches ont été organisées par les travailleurs angolais à Luanda, capitale de l'Angola. Des milliers de travailleurs angolais ont affronté les forces d'occupation portugaises, qui ont opéré des centaines d'arrestations.

Cette grève est une grande victoire du peuple angolais et rapproche un peu plus la fin du colonialisme portugais en Angola. Elle montre que le peuple angolais est déterminé à vaincre; la lutte a atteint un haut niveau d'organisation qui permet à la population de faire face à la répression de l'occupant portugais et de lui infliger des défaites chaque jour plus grandes.

PAS UNE ARME POUR LES COLONIALISTES PORTUGAIS

Alors que l'occupant portugais est victorieusement mis en échec par les peuples d'Angola, de Guinée-Bissau, du Cap-Vert et du Mozambique, alors que le Portugal est chaque jour plus isolé au niveau international, les impérialistes français accélèrent les livraisons d'armes au Portugal destinées à la guerre d'agression en Afrique. Une nouvelle quantité d'Alouettes I, II et III, des avions « Puma », des engins blindés « Panhard » et des transporteurs de troupes « Berliet » sont livrés en quantité.

La France se trouve à la tête, avec les yankees, pour les livraisons de gaz toxiques et d'herbicides.

Ainsi, l'impérialisme français, qui livre des armes à la junte chilienne, qui a soutenu la junte en Grèce, qui réprime de concert avec la Guardia Civil les révolutionnaires espagnols, est bien un des ennemis les plus acharnés des peuples opprimés.

VICTOIRE POUR LE PEUPLE ANGOLAIS.
A BAS LE COLONIALISME PORTUGAIS !
A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS !